

**CONSEIL DES MINISTRES EXTRAORDINAIRE
DE LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN**

26 NOVEMBRE 2021

ALLOCUTION DU SECRETAIRE D'ETAT JEAN-BAPTISTE LEMOYNE

CEREMONIE D'OUVERTURE

Madame la présidente du Conseil régional de La Réunion, chère Huguette Bello,

Monsieur le président du Conseil départemental, cher Cyrille Melchior,

Mesdames les maires, mesdames les députées,

Messieurs les membres du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien,

Monsieur le secrétaire général de la COI, cher Vêlayoudom Marimoutou,

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

La famille est réunie, enfin. La dernière fois que nous nous sommes retrouvés en présentiel, c'était du 6 au 9 mars 2020, aux Seychelles. Quelques jours après, le confinement s'abattait chez nous, en France, et les connections aériennes étaient interrompues partout dans le monde. Aussi, c'est un bonheur de nous retrouver car rien ne remplace le contact humain, cette chaleur, ces énergies qui se réveillent au contact les unes des autres. C'est un grand plaisir d'accueillir en France, ici à La Réunion, ce conseil ministériel à mi-parcours de la période de présidence française.

Je remercie très chaleureusement Madame la présidente de la région et tous les Réunionnaises et Réunionnais, ainsi que les services de l'Etat, qui ont permis l'accueil et l'organisation de cet événement dans ce cadre magnifique. Malheureusement, je n'ai pas pu assister hier à la remise du

prix Indianocéanie qui a permis de distinguer un auteur éminent de la région, mais je crois pouvoir dire que l'accueil de La Réunion est à la hauteur comme les ministres l'ont souligné à l'instant, et montre le rayonnement de La Réunion dans cette belle région qu'est l'Indianocéanie.

Grâce à votre soutien, États membres et Secrétariat général, nous pouvons, à l'issue de ces six premiers mois de présidence, nous féliciter d'un bilan substantiel. Les présidences seychelloise et comorienne, auxquelles j'ai déjà rendu hommage, nous ont laissé une solide base de travail. Je tiens en particulier à saluer les travaux menés sous présidence seychelloise, qui nous ont permis de nous doter d'un nouveau texte fondateur plus solide, plus ambitieux, l'accord de Victoria révisé adopté le 6 mars 2020. J'en profite pour vous informer que le texte sera soumis au Parlement français pour ratification en début d'année. Je salue également de manière anticipée Madagascar, qui prendra la présidence l'année prochaine, et poursuivra, j'en suis certain, ces travaux si importants. Nous en avons parlé avec le Président de la République de Madagascar et le Ministre des Affaires étrangères, qui portent des ambitions très affirmées.

En préambule, je souhaite tous vous remercier chaleureusement pour votre présence et saluer à nouveau la formidable mobilisation dont la COI a fait preuve depuis le début de la pandémie. Sur l'impulsion de la présidence comorienne et avec le soutien de l'AFD, le plan de riposte a été élaboré et mis en œuvre de manière très précoce, permettant de renforcer nos capacités collectives à lutter contre le virus dans tout l'espace Indianocéanique.

Nous sommes une communauté de destin et nous regardons vers le même horizon. Dans beaucoup de domaines, la crise sera un accélérateur pour nous rapprocher et affronter nos défis communs : climat, sécurité maritime, formation...

Cette année de présidence, la France la vit comme une opportunité pour placer l'océan Indien parmi les priorités des grands bailleurs et des grands partenaires du développement et de la sécurité. C'est tout le sens de notre action dans le bassin, en ce moment exceptionnel où, après avoir adhéré à l'IORA, avec votre soutien appuyé lors des négociations, la France assure également la présidence du Symposium des Marines de l'océan Indien, l'IONS.

L'océan indien ne doit pas être omis et la France y veillera pendant son semestre de présidence de l'Union européenne. Nous nous sommes déjà assurés de l'entière disponibilité de l'Union européenne, qui est déjà très engagée auprès de la COI avec le 11^{ème} FED, à travailler davantage dans notre région dans les prochaines années.

Cap Business Océan Indien nous présentera tout à l'heure le plaidoyer du secteur privé pour la relance économique dans le bassin. Il s'agit là d'actions très concrètes qui permettront de renforcer les liens entre les femmes et hommes d'affaires de la région et de leur ouvrir de nouveaux débouchés.

En réitérant le mandat que vous nous avez donné le 20 mai dernier, vous donnez mandat à la France de porter, auprès des partenaires financiers ce message important : l'océan indien doit compter parmi les destinataires prioritaires des financements. Et cela pour plusieurs raisons : sa position stratégique

d'abord, entre l'Afrique et l'Indopacifique, deux régions où se joueront demain des enjeux clefs en termes d'environnement et de développement. Le centre de gravité du monde, qui se trouve aujourd'hui dans le Pacifique, se déplace et basculera demain en zone eurafricaine. Notre région Indianocéanique, qui se situe entre ces deux zones, en constitue le « pivot ». Cela plaide pour que de nombreux partenaires investissent dans notre région.

Les spécificités insulaires doivent être prises en compte dans les stratégies des bailleurs. C'est l'approche que la France défend à l'Union européenne, à l'Union africaine et à l'IOA. Je tiens, sur ce point, à remercier chaleureusement l'ambassadeur Marcel Escure de son activité inlassable auprès de ces organisations pour qu'elles intègrent le sud-ouest de l'océan Indien au cœur de leurs actions.

La formation est un autre secteur que nous souhaitons faire progresser. La France est l'un des partenaires les plus engagés dans le monde pour cette cause, et veille à un effort spécial vers notre région où la jeunesse est nombreuse et prometteuse. Le Secrétaire Général évoquait tout à l'heure le chiffre de 9 millions de jeunes dans notre région à l'horizon 2040.

L'idée d'un "Erasmus" de la zone, évoquée par le Président de la République le 23 octobre 2019 ici même à La Réunion, est désormais portée par la COI avec l'objectif de développer la mobilité entre nos îles. Des assises régionales de la formation seront organisées dans quelques semaines afin de faire le point sur l'existant, à tous les niveaux scolaires, avec un accent particulier sur la formation professionnelle, et diffuser de nouvelles approches. J'invite tous les acteurs à y participer. Notre région a besoin de tous les talents, toutes les vocations.

Mesdames et Messieurs,

Avant de déclarer nos travaux ouverts, je souhaite insister sur le caractère très concret de l'action de la COI. Pour être planétaires, ces perspectives n'en sont pas moins très proches des populations et de leurs besoins. Emmanuel Macron vous l'a déjà rappelé ; pour ma part, et sans établir un catalogue, je tiens à rappeler que le sens de notre action, c'est vous. Les axes du programme de la présidence de la COI 2021-2022 définissent une véritable diplomatie de projets, concrète et opérationnelle, qui porte ses effets :

- La sécurité maritime, important acquis de la COI, que nous cherchons à approfondir et à connecter avec les autres mécanismes de sécurité situés dans la zone africaine proche, de la corne de l'Afrique à l'Afrique du sud. J'ai une pensée pour Maurice qui a été si durement touché par l'échouage du Wakashio l'été dernier. Je pense qu'il est important que nous travaillions à la mise en place de nouvelles zones à éviter pour préserver notre zone des risques de pollution maritime.
- L'économie bleue est au centre de la coopération dans le bassin comme dans notre programme de présidence de la COI. Nous l'abordons selon un spectre large qui inclue l'environnement, le climat, la santé, la lutte contre la pollution ; autant de sujets qui ne connaissent pas de frontière et nécessitent une réponse globale.

- La gestion des catastrophes est un domaine de coopération à renforcer, dans une région si exposée.

Sur tous ces sujets, nous avons déjà beaucoup œuvré ; nous y reviendrons tout au long de nos débats.

Nos compatriotes de l'océan indien, en France comme dans chacun de vos pays, les secteurs institutionnel, privé, académique, la société civile, sont au cœur de ces stratégies et autant de forces de proposition sur laquelle nous pouvons compter pour avancer.

Nous avons à cœur de les mettre à l'honneur aujourd'hui. Aussi, après la cérémonie d'ouverture, vous pourrez vous promener entre les stands installés par certains de ces acteurs : la Plateforme d'intervention régionale océan Indien (PIROI) qui vous présentera ses champs d'action et moyens d'intervention rapide ; le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) qui a développé le test Runcov, test rapide de détection de la Covid-19, qui sera bientôt disponible dans notre zone grâce au soutien de l'AFD. Enfin, l'Université de La Réunion qui vous présentera son programme de mobilité REUNION, premier exemple concret du programme plus large que nous appelons de nos vœux.

Vous le voyez, notre ordre du jour est riche ; et je suis très heureux de m'y atteler désormais avec vous. Je déclare ouverts les travaux de ce Conseil des ministres extraordinaire./.